L'actualité du MILITANT des Industries Chimiques

N° 198
16 mai 2012

Les électeurs ont mis fin aux exactions de Sarkozy, le fossoyeur de la retraite à 60 ans, celui qui disait « désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit », celui qui a augmenté le temps de travail et diminué la part des salaires dans les richesses produites, celui qui a aidé le capital à démanteler notre patrimoine industriel, etc.

La nouvelle phase qui démarre ne peut se concevoir comme positive pour le monde du travail que si le patronat se retrouve « contraint » de mener une politique qui soit contraire aux intérêts de ceux qui le commanditent, à savoir la bourgeoisie détentrice des moyens de production, des usines, etc.

Autrement dit, les salariés ne seront les gagnants de cette alternance politique que si, une fois encore, ils se mobilisent et imposent par le rapport de forces la satisfaction de leurs exigences, de leurs revendications.

Augmentez les salaires !

Voilà la **plus urgente mesure à prendre** pour **un nouveau gouvernement qui doit et devra très vite faire son choix :** être soit du coté des actionnaires, du monde la finance et de l'Europe des patrons telle celle que nous subissons depuis Maastricht, soit du coté des travailleurs, ceux qui se lèvent tôt pour créer les richesses nécessaires et répondre aux besoins de notre société !

Sans en rajouter, les enjeux qui sont devant nous sont importants, quand on voit ce qui se passe en Grèce, avec les conséquences terribles des plans d'austérité dictés par l'Europe libérale et le FMI et sa patronne Christine Lagarde, ce qui se passe au Portugal, en Espagne, au Royaume-Uni, etc.

D'autres exemples dans le monde démontrent qu'une autre politique est possible : Bolivie, Argentine, Venezuela..

Pour contraindre ce gouvernement à prendre la mesure des attentes du monde du travail, la première étape n'est-elle pas de doter notre Assemblée Nationale de députés dont le programme défend directement des mesures correspondantes à nos revendications ?

N'est-ce pas ensuite la mise en œuvre de débats « grandeur nature » avec les salariés, sur chaque lieu de travail, sur la nécessité de se mobiliser dans la perspective d'un « sommet social » prévu par Hollande dès juillet 2012, pour montrer que les orientations économiques et sociales en France ne se feront ni « sans » les salariés, et encore moins « contre » eux ?

N'est-ce pas l'organisation de plans de travail dans nos sites pour que chacun (re)devienne citoyen dans les entreprises, avec de réelles perspectives de mobilisation, d'actions de grève, pour peser sur les patrons, véritables décideurs de toutes les mesures, susceptibles de peser sur nos conditions de travail et de vie ?

Oui l'heure est à rassembler les salariés autour de l'esprit de résistance.

Les employeurs veulent accentuer désormais la pression sur les salariés que nous sommes, avec pour objectif de restaurer et augmenter leurs taux de marge, leurs profits, leurs bonus, etc.

Le monde du travail doit se mettre en ordre de bataille pour inverser la marche, faire cesser la montée des inégalités et l'explosion des grandes fortunes pendant que nous trimons pour engraisser quelques ultra-riches.

L'heure est à la concrétisation de nos revendications. Maintenant !

Sommaire

- **Edito :** Du concret, maintenant ! *(page 1)*
- **Société :** Et maintenant, le raffinage de pétrole *(pages 2-3)*
- **Formation syndicale:** Journée d'étude des membres de Comités européens *(page 4)*

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 0148188036 - Fax. 0148188035
http://www.fnic.cgt.fr - E-mail : fnic@cgt.fr
Directeur de publication : Carlos MOREIRA
ISSN : 1762-4991 - N° CPPAP : 0613 S 06566
Imprimé par nos soins

Et maintenant ?
Le raffinage de pétrole

MAI 2012

22– 25-10ème Conférence UFR au Mont-Dore.
22-Comité Exécutif Fédéral au Mont-Dore.

JUIN 2012

4-Journée d'études sur Comités d'Entreprises Européens à Montreuil.
7-Journée d'études « Plan de prévention et responsabilité des salariés » à Montreuil.
8-Conférence régionale syndicats région Normandie à Rouen.
18– 22-Stage Jeunes.
27– 28-Journée d'études « 30 ans de CHSCT.

CALENDRIER PARITAIRES

MAI 2012
16—OFFICINES
23—PLASTURGIE : Commission Mixte Paritaire.
24—NEGOCE : Commission Mixte.
.....—LAM : Paritaire.

JUIN 2012
1er—DROGUERIE
13—LEEM : S.P.P.
20—CAOUTCHOUC : S.P.P.
20—PLASTURGIE : CMP/ Salaires
26—LEEM : CPNEIS
28— PLASTURGIE : CMP/ Formation.

RAFFINER EN FRANCE PLUTOT QU'IMPORTER UN CHOIX POLITIQUE QUI PLACE LE NOUVEAU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET LES FUTURS DEPUTÉS DEVANT LEURS RESPONSABILITES.

Avec plus de 15 000 salariés directs, 15 000 sous-traitants et quatre à cinq fois plus d'emplois induits, l'industrie du raffinage a toute sa place dans le tissu économique et social national.

L'ancienne majorité à la botte des entreprises adhérentes à l'UFIP a laissé fermer : Total Flandres, Pétroplus Reichstett et arrêté avec un avenir plus qu'incertain Lyondell Basell Berre et Pétroplus, Petit-Couronne.

La production de gazole de ces raffineries a été intégralement compensée par des importations de produits raffinés qui, au-delà de peser lourd dans la balance commerciale de la France, met à mal l'argumentaire patronal concernant les surcapacités de raffinage. La marge de raffinage est qualifiée de « *dégradée* » par les pétroliers pour leur servir d'argumentaire pour refuser tout investissement et justifier les fermetures.

La mise en avant systématique de cette marge de raffinage occulte la réalité des profits réalisés tout au long de la chaîne pétrolière (du puits à la pompe).

La FNIC-CGT en appelle, dans le contexte de l'après présidentielle, aux nouveaux dirigeants du pays pour opposer à la logique financière des majors pétroliers, la logique d'une industrie du raffinage au service de la satisfaction des besoins économiques et sociaux du pays.

Et c'est possible, preuve en est :

Le bulletin de l'industrie pétrolière du 27 avril 2012 fait état, en première page, d'investissements multiples dans le raffinage mondial, malgré la crise économique, avec en particulier :

- ***aux USA**, la raffinerie Motiva à Port-Arthur avec un investissement de 7 milliards de dollars, passant sa capacité de 285 000 barils jour à 600 000 barils jour.*
- ***en Équateur**, financé par la Chine pour 13 milliards de dollars de raffinage à 300 000 barils jour.*
- ***en Russie** un vaste programme de modernisation du raffinage russe de 34 milliards de dollars, développant les capacités de production d'essence mais également de gazole.*
- ***plus près de nous en Espagne :** sur la raffinerie Repsol de Carthagène un investissement de 3,19 milliards d'euros dans de nouvelles unités, permettant de réduire de 4,5 millions de tonnes les importations de gazole de l'Espagne (13,7MT).*

La CGT pose la question :

Comment les entreprises adhérentes à l'UFIP peuvent-elles rejeter le plan d'investissement présenté par l'Institut Français du Pétrole de 2,2 milliards permettant de réduire de moitié nos exportations d'essence et importations de gazole, alors que de l'autre côté des Pyrénées, Repsol est en capacité de le faire ?

Déjà en 2010, en Espagne, alors que Total projetait la fermeture de la raffinerie des Flandres : à la raffinerie de CEPSA HUELVA (à l'époque avec Total dans l'actionnariat) on inaugurait un investissement de plus d'un milliard d'euros.

À l'époque, Total avait reconnu, **sur interpellation de la CGT**, que l'encadrement par les pouvoirs publics du secteur pétrolier rendait plus favorable et possible ce type d'investissement.

Parmi les entreprises adhérentes à l'UFIP certaines sont des multinationales (Total, Exxon Mobil, ...), générant des profits colossaux et opérant dans tous les pays du monde.

La CGT revendique la création d'un pôle public de l'énergie, permettant d'avoir une maîtrise globale du puits à la pompe, au travers d'un système régulé par les pouvoirs publics pour faire financer les investissements nécessaires par toute la chaîne pétrolière.

C'est bien une question de choix politiques entre les mains des politiques et c'est possible !

Comme en témoigne la décision de l'Argentine de nationaliser tout son secteur pétrolier en commençant par, précisément, l'expropriation de la société espagnole Repsol détenant jusqu'alors 97,80 % des actions de la société pétrolière argentine YPF SA.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT appelle l'ensemble de ses militants, et plus largement les salariés, à interpeller les candidats aux élections législatives et notamment ceux ayant permis ce changement à la tête de l'État sur la situation du raffinage.

C'est le moment de porter nos exigences en matières d'emplois, de développement industriel par l'investissement au travers du contrôle de l'État sur le secteur de l'énergie.

Aller plus loin, renforcer la CGT !

Syndiquez-vous à la CGT.

Journée d'études sur les Comités d'Entreprise Européens le 4 juin 2012 de 9h 30 à 16h.

Programme

. 9h30 : Ouverture des travaux

- **Introduction** (Secrétaire général de la FTM, FNIC ou FNME).

1°) Présentation de la nouvelle fédération européenne des travailleurs de l'industrie IndustriALL European Trade Union (Bart Samyn ou Luc Triangle- Secrétaire Général adjoint d'IndustriALL ETU).

- *Objectifs,*
- *Structure,*
- *Comité politique d'entreprise,*
- *Coordination des Comités d'Entreprise Européens,*
- *Journée d'action européenne dans l'industrie,*
- *Discussion avec les participants.*

12/13h : Déjeuner en commun.

- **13h00 : reprise des travaux.**

2°) Evolution du cadre des Comités d'Entreprise Européens (*Présentation de la nouvelle directive (Gilles Hellier- FNIC CGT),*

- *Lignes directrices d'IndustriALL ETU (Isabelle Barthes ou Chantal Caron - IndustriALL ETU),*
- *Discussion avec les participants.*

3°) Négociation dans les entreprises multinationales (Daniel Pellet-Robert-FTM CGT).

- *Cadre,*
- *Procédure de mandat,*
- *Discussion avec les participants.*

Conclusions (Secrétaire général de la FTM, FNIC ou FNME).

✂----------

Bulletin réponse

LUNDI 4 JUIN 2012 de 9h30 à 16h

à la Bourse du Travail de Montreuil - Salle du CCN.

- **Syndicat** _____
- **Nombre de participants :** /___/___/
- **Nombre de participants au repas** [ ] **x 15 € =** [ ]
- **Le Comité d'Entreprise Européen existe-t-il ?** **OUI** ☐ **NON** ☐
- **Le syndicat CGT est-il représenté ?** **OUI** ☐ **NON** ☐
-
- **Si OUI, combien de camarades CGT ?** [ ]

➲ A retourner à la FNIC-CGT - Case 429 – 93514 MONTREUIL Cedex ☎ 01.48.18.80.36 fax: 01.48.18.80.35 - fnic@cgt.fr